

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Madame la Préfète d'Eure-et-Loir**

**Pour présentation au
Conseil départemental de l'environnement
et des risques sanitaires et technologiques**

INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**PROPOSITION D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
DE MISE A JOUR DES PRESCRIPTIONS**

**Société SEALED AIR
N° ICPE 100.00220**

Commune d'ÉPERNON

Annexes au présent rapport :

Annexe 1 : Présentation des activités de l'établissement

Annexe 2 : Liste des arrêtés préfectoraux complémentaires à l'arrêté préfectoral n° 175 du 3 février 2000

Annexe 3 : Détail de l'évolution des activités de l'établissement

Objet du présent rapport

Le présent rapport est rédigé en application des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement. Il présente un projet d'arrêté préfectoral complémentaire de prescriptions proposé pour réglementer les activités de la société SEALED AIR située sur le territoire de la commune d'Épernon.

Après examen des études d'incidence et de dangers remises par l'exploitant en application des dispositions des arrêtés préfectoraux des 5 juin 2001 et 24 juin 2013, l'inspection des installations classées expose les incidences liées au fonctionnement de l'établissement vis-à-vis des principaux enjeux environnementaux identifiés et propose d'actualiser les prescriptions applicables aux installations existantes dans une forme consolidée constituant un acte unique.

L'inspection des installations classées propose la sollicitation de l'avis des membres du conseil départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

I – Présentation de l'établissement :

La société SEALED AIR, dont le siège social est situé rue Saint-Denis, en zone industrielle de la commune d'Épernon, exploite à l'adresse précitée des installations spécialisées dans la fabrication de plaques, feuilles, tubes et profilés en matières plastiques à partir de matériaux thermoplastiques en granulés ou en poudre plastifiée. Les produits obtenus sont destinés essentiellement à l'emballage alimentaire.

L'établissement, implanté depuis 1956, est une filiale du groupe SEALED AIR qui exploite également plusieurs sites sur le territoire national. L'établissement d'Épernon comptait au 31 décembre 2017 un effectif de 860 personnes.

Le site industriel occupe une superficie d'environ 17 ha, dont 11,3 ha de surfaces imperméabilisées constituées par 63 570 m² d'emprise au sol des bâtiments et 49 430 m² de parkings et voiries.

Pour exercer ses activités la société SEALED AIR dispose des installations listées et représentées sur un plan en annexe 1.

L'environnement proche du site est le suivant :

- au Nord, une zone d'habitations de type collectif et individuel, regroupant environ 700 personnes, des immeubles de 4 étages situés rue Jean Moulin et la ligne ferroviaire Paris-Le Mans ;
- au Sud et à l'Est s'étend la zone industrielle d'Épernon où sont implantés plusieurs établissements industriels comme WR GRACE, DCI, SOFIMETAL, EXPANSCIENCE, FRANCE CONES.

Des Établissements Recevant du Public, notamment des enseignes commerciales entourent le site sur sa façade Ouest, le long de la route de Gallardon (RD 28). L'étude d'incidence ne recense pas d'établissement sensible de type hôpital, école ou crèche dans les environs immédiats du site.

II – Activités exercées par l'établissement :

II.1 – Situation administrative actuelle :

Les activités exercées au sein de l'établissement sont réglementées par l'arrêté préfectoral n° 175 du 3 février 2000 autorisant la société SEALED AIR à poursuivre l'exploitation d'une unité de fabrication d'emballages dans les locaux industriels implantés au même endroit à Épernon. Cet arrêté préfectoral a été complété ou modifié par douze arrêtés préfectoraux listés en annexe 2.

Au regard de la quantité de liquides inflammables stockée, l'établissement ne relève ni du statut « Seuil Bas », ni du statut « Seuil Haut » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement (réglementation dite « Seveso »).

Depuis le 24 décembre 2013, SEALED AIR n'est plus visée par la directive IED suite à la mise à l'arrêt définitif de l'activité « impression flexographique » et à la mise à l'arrêt de l'équipement « machine à laver ». Ces deux installations étaient visées par la rubrique 3670.

Le projet d'arrêté préfectoral acte ces modifications de la situation administrative de l'établissement et abroge les dispositions réglementaires associées telle que la production du réexamen quinquennal de l'étude de dangers du site.

II.2 – Modification de la nomenclature des installations classées :

Depuis l'arrêté préfectoral du 3 février 2000, le classement des installations classées de l'établissement d'Épernon selon la nomenclature des installations classées a été modifié à plusieurs reprises par :

- le décret n°2010-367 du 13 avril 2010 a modifié la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées, permettant l'introduction du régime de l'enregistrement pour les entrepôts couverts du site ayant un volume supérieur ou égal à 50 000 m³ (Antériorité du 30/03/87) ;
- le décret n°2013-1301 du 27 décembre 2013 a modifié la rubrique 2661 de la nomenclature des installations classées, introduisant le régime de l'enregistrement pour les installations de transformation de polymères par tout procédé exclusivement mécanique du site traitant une quantité journalière supérieure ou égale à 20 tonnes de matières plastiques ;
- le décret n°2013-1205 du 14 décembre 2013 a modifié la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées, introduisant le régime de l'enregistrement (déclaration d'antériorité du 2 décembre 2005) ;
- le décret n°2014-285 du 3 mars 2014 a modifié la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, supprimant un grand nombre de rubriques 1xxx, créant de nouvelles rubriques 4xxx entrées en vigueur le 1^{er} juin 2015.

Ainsi :

- la rubrique 1185 supprimée depuis le 1^{er} juin 2015 est remplacée par la rubrique 4802 « Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n°842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) » (déclaration d'antériorité du 2 avril 2012) ;
- la rubrique 1432 visant les stockages en réservoirs manufacturés des liquides inflammables supprimée depuis le 1^{er} juin 2015 est remplacée par les rubriques 4330, 4331, 4510 et 4734 (tableau de classement des rubriques ICPE remise par SEALED AIR le 29 septembre 2016 tenant lieu de déclaration d'existence pour les rubriques 4xxx).

Le projet d'arrêté préfectoral tient compte de ces évolutions dans le tableau de classement des installations classées visé à l'article 1.2.1.

II.3 – Evolution des activités de l'exploitant :

Depuis le 3 avril 2009, de nombreuses modifications des activités sont intervenues sur le site (cessation d'activité de matériel contenant des PCB, implantation d'une nouvelle ligne d'extrusion, arrêt d'activité d'impression...

La description détaillée des évolutions de l'établissement est présentée à l'annexe 3, et le projet d'arrêté préfectoral tient compte des évolutions intervenues au sein de l'établissement.

II.4 – Conclusion :

Ces évolutions notables ne constituent pas une modification substantielle des installations. Elles ne nécessitent donc pas une procédure d'autorisation avec enquête publique. Néanmoins, il convient d'en tenir compte, dans le cadre d'une mise à jour administrative afin d'adapter certaines dispositions réglementant le fonctionnement de l'établissement, en application des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement.

III – ÉTUDE D'IMPACT

III.1 – Impact sur l'eau :

L'alimentation en eau du site s'effectue à partir :

- du réseau d'adduction publique pour des usages de type « domestique » et également pour l'alimentation des procédés de fabrication notamment le refroidissement ou le chauffage de matières plastiques ;
- de 4 forages captant les eaux de la nappe des calcaires tertiaires libres de Beauce, alimentant les réseaux de refroidissement ainsi que le réseau incendie interne à l'établissement. Ces ouvrages sont équipés de pompes cumulant un débit total de 205 m³/h.

L'article 4.1.3.2. du projet d'arrêté préfectoral acte la localisation des forages et prescrit les règles de fonctionnement et de mise à l'arrêt de ces ouvrages dans l'intérêt de protéger la nappe d'alimentation.

L'article 4.1.1. du projet d'arrêté préfectoral complémentaire prescrit également le relevé quotidien des consommations d'eau prélevée par forages, eu égard au volume maximal journalier prescrit : 750 m³/j.

Concernant les volumes de prélèvements d'eau, le projet d'arrêté préfectoral reprend les prescriptions de l'arrêté préfectoral relatif à la protection de la nappe de Beauce par la limitation du volume d'eau annuel maximal prélevable dans celle-ci (article 4.1.1).

Le site est à l'origine de rejets d'eau notamment :

- les eaux pluviales de toiture non susceptibles d'être polluées rejetées au milieu naturel ;
- les eaux de ruissellement de voiries et des parkings susceptibles d'être polluées rejetées au milieu naturel ;
- les eaux usées industrielles (purge des circuits de refroidissement des tours aéroréfrigérantes, purge de déconcentration des chaudières, condensats des compresseurs d'air, bains des ateliers d'extrusion) rejetées en deux points vers les stations d'épuration d'Épernon et du Loreau (commune de Hanches) ;
- les eaux usées domestiques (vannes, lavabos et douches, cuisine et restaurant d'entreprise), rejetées dans le réseau communal d'assainissement.

Le système d'assainissement interne est de type séparatif.

L'inspection des installations classées propose :

- d'acter la localisation des points de rejets de l'établissement qui n'a pas changée mais qui n'était pas précisée dans les textes actuellement en vigueur (article 4.3.5 du projet d'arrêté préfectoral) ;
- de reprendre les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 3 février 2000 fixant les valeurs limites d'émission des paramètres de rejets des eaux résiduaires et des eaux pluviales rejetées au milieu naturel via le réseau communal de l'établissement. Ces valeurs correspondent également aux concentrations maximales instantanées et aux flux des paramètres de rejet des eaux usées autres que domestiques fixées par la convention spéciale de déversement aux réseaux d'assainissement dont bénéficie SEALED AIR depuis le 2 avril 2016 (articles 4.3.7 et 4.3.9 du projet d'arrêté préfectoral) ;
- de fixer des valeurs limites de paramètres pour les rejets directs d'eaux pluviales au milieu naturel (article 4.3.11 du projet d'arrêté préfectoral).

Recherche de substances dangereuses dans le milieu aquatique

Dans son courriel du 5 janvier 2017 à l'inspection des installations classées, SEALED AIR souhaite une levée des prescriptions de surveillance pérenne mise en place dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2013, compte tenu des concentrations en nonylphénols mesurées dans ses rejets aqueux depuis le début de la surveillance pérenne.

L'inspection des installations classées note qu'il y a des pics en nonylphénols notamment en juin 2015 pour lesquels l'exploitant n'a pas fourni d'explications. Il est donc nécessaire qu'en regard des résultats d'analyses, les conditions de production du site et les substances utilisées susceptibles de contenir des nonylphénols soient précisées. Cet ensemble (analyses + conditions d'exploitation au moment du prélèvement) pourra constituer un complément du programme d'actions que l'exploitant doit remettre au Préfet. Dans ce contexte, l'inspection des installations classées propose la remise, dans un délai d'un mois à compter de la date de notification de l'arrêté préfectoral proposé, d'un complément de programme d'actions à l'appui de la surveillance trimestrielle des nonylphénols prescrite en substitution de la surveillance pérenne.

En conclusion, les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2013 sont abrogées : Le projet d'arrêté préfectoral prescrit un délai de remise d'un complément au programme d'action sous 1 mois (article 4.3.12 du projet d'arrêté préfectoral)

Bassin de confinement et bassin d'orage

SEALED AIR dispose de capacités de confinement d'eaux qui sont à vérifier au regard des besoins de confinement des eaux d'extinction d'un incendie et de confinement du premier flot des eaux pluviales. L'établissement est sur plusieurs bassins versants, à prendre en compte dans les calculs de dimensionnement des bassins.

L'inspection des installations classées propose de prescrire la remise, sous 3 mois, du calcul de la capacité nécessaire de confinement des eaux d'extinction qui seraient générées par l'incendie majorant pour chaque bassin versant – article 7.7.7.1, pour vérifier l'adéquation entre les capacités existantes et les volumes nécessaires.

En outre, l'établissement ne dispose pas de bassin d'orage pour collecter le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures ou ruissellement sur les sols et aires de stockage.

L'inspection des installations classées propose la prescription de remise par l'exploitant dans un délai de 3 mois à compter de la notification de l'arrêté d'une étude technico-économique permettant de définir la capacité minimale de rétention du premier flot des eaux pluviales, ses modalités d'implantation, son chiffrage financier ainsi que le calendrier associé à sa mise en œuvre en regard des capacités d'investissement de l'établissement (article 7.7.7.1 du projet d'arrêté préfectoral).

III.2 – Impact sur les sols :

Selon SEALED AIR, l'ensemble des voies de circulation est imperméabilisé limitant ainsi le risque de pollution par infiltration.

Au cours de la visite d'inspection du 6 décembre 2016, l'inspection des installations classées a constaté la présence de souillures notables d'encres en 2 endroits sur le sol des salles de préparation de mélange et distribution des encres.

Dans le rapport de visite du 10 février 2017 transmis par l'inspection des installations classées, l'exploitant a, au vu de ce constat, été invité à conduire une étude visant à vérifier l'absence de contamination des sols liée à l'activité passée de la flexographie par un cabinet spécialisé.

Le projet d'arrêté préfectoral prescrit ainsi la remise sous 4 mois de cette étude et la réalisation d'investigations sous la dalle des salles de préparation de mélange et distribution des encres au droit des zones présentant des traces visibles de souillures (article 1.7.3 du projet d'arrêté préfectoral).

III.3– Impact sur l'air :

L'établissement est à l'origine de rejets atmosphériques issues des installations de combustion, nettoyage manuel de machines, injection/extrusion, concernant les polluants COV, composés chlorés, gaz de combustion (CO_2 , SO_2 et NO_x).

La surveillance des rejets de certaines installations n'était pas réglementée par les actes en vigueur. L'inspection des installations classées propose la mise en place par l'exploitant d'une autosurveillance des paramètres des émissions canalisées du four à pyrolyse, du local de nettoyage des filières tous les 3 ans et des installations de combustion tous les 2 ans (article 9.2.1 du projet d'arrêté préfectoral).

III.3.2 Émissions de Composés Organiques Volatils (COV) :

L'arrêté préfectoral du 25 février 2009 fixe les valeurs limites d'émission de COV tenant compte de l'activité d'impression.

Les prescriptions relatives au rejet de COV doivent être modifiées afin de prendre en compte :

- l'arrêt de l'activité d'impression flexographique,
- l'utilisation de solvants, notamment organohalogénés exclusivement pour du nettoyage manuel de machines.

En conséquence, l'inspection des installations classées propose d'adapter les prescriptions relatives (articles 3.2.4 et 8.2.4 du projet d'arrêté préfectoral) :

- aux valeurs limites de concentration en fonction du flux horaire total des émissions canalisées et pour les émissions diffuses,
- à la valeur limite de flux annuel en fonction de la consommation annuelle de solvants en fixant, pour l'ensemble des émissions canalisées de l'établissement, une valeur limite de concentration globale en COV totaux exprimée en carbone total égale à 110 mg/m^3 lorsque le flux horaire total dépasse 2 kg/h et un flux annuel des émissions diffuses ne dépassant pas les 20 % de la quantité annuelle de solvants utilisée.

Ces valeurs limites sont issues des articles respectifs 27-7-a et de l'article 30-36 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Le projet d'arrêté préfectoral prescrit également un Plan de Gestion des Solvants à établir annuellement et à tenir à la disposition de l'inspection des installations classées, la quantité annuelle de solvants ayant dépassé 1 tonne en 2015, mais étant inférieure à 30 tonnes (article 8.2.4.3 du projet d'arrêté préfectoral).

III.4 – Bruit :

Le projet d'arrêté préfectoral joint impose les valeurs limites fixées par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, selon les modalités suivantes :

- les niveaux limites de bruit en limite de propriété de l'établissement selon le type de zone, à 70/65 dB(A) en période de jour et à 60/55 dB(A) en période de nuit ;
- la valeur d'émergence admissible à 5 dB(A) en période diurne et 3 dB(A) en période nocturne ainsi que les dimanches et jours fériés.

Ces valeurs ne sont pas, à ce jour, respectées. Selon SEALED AIR, des travaux d'insonorisation ont débuté, notamment le remplacement d'extracteurs d'air en toiture du bâtiment Extrusion Barrier (repère N0-N6-N1). SEALED AIR indique que pour ce qui concerne les autres sources, des chiffrages sont en cours d'élaboration pour les différentes solutions proposées.

La réalisation d'une évaluation de la situation acoustique suivie, si nécessaire, d'une étude technico-économique de réduction du niveau de bruit ambiant dans l'environnement de l'établissement, dans un délai de 6 mois à notification du projet d'arrêté, est prescrite à l'article 9.2.6.1 du projet d'arrêté préfectoral, afin de s'assurer de l'efficacité des travaux réalisés et envisagés ainsi que de la programmation de nouvelles solutions, le cas échéant.

III.5 – Gestion des déchets :

La déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets établie par l'exploitant au titre de l'année 2017 mentionne une production de 86 tonnes de déchets dangereux et 6 775 tonnes de déchets non dangereux.

L'article 5.1.3 du projet d'arrêté préfectoral prescrit la quantité maximale de déchets pouvant être entreposée sur le site, dans l'attente d'un enlèvement, sans toutefois pouvoir dépasser un an.

III.6 – Impact sanitaire du fonctionnement de l'établissement :

L'évaluation des risques sanitaires annexée à l'étude d'impact de janvier 2014 et dont la version modifiée en date du 30 juin 2016 a été remise à l'inspection des installations classées conclut à l'absence de risque préoccupant attribuable à l'installation, pour les substances et voies concernées, sur la base des émissions et des hypothèses décrites.

III.7 – Garanties financières :

Conformément à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, SEALED AIR reste assujettie à l'obligation de calcul des garanties financières pour son activité de collage de pièces plastiques de renfort sur sacs d'emballage de viande avec os, visée par la rubrique 2940 et soumise à autorisation.

La date de démarrage de l'obligation de constitution de garanties financières pour la rubrique 2940 listée à l'annexe II de l'arrêté ministériel sus-mentionné est fixée au 1^{er} juillet 2017.

SEALED AIR a remis sa proposition de calcul du montant des garanties financières le 22 janvier 2018. Ce montant est inférieur à 100 000 euros, et ne donne de ce fait pas lieu à la constitution de garanties financières. Néanmoins, il résulte de ce calcul une limitation du volume maximal de déchets dangereux liés à cette activité – code déchet 080415* - à 10 tonnes dans le projet de prescriptions ci-joint – article 5.1.3.

IV – Étude de dangers du site :

IV.1 – Contexte :

Le présent rapport s'appuie sur la dernière étude de dangers réalisée par la société SEALED AIR, notamment sa version actualisée remise à la DREAL le 8 juin 2015 (Version v2 du 11 mai 2015), en application l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 juin 2001.

IV.2 – Phénomènes dangereux majeurs retenus :

À l'issue de l'analyse préliminaire des risques, l'exploitant a répertorié trois phénomènes dangereux majeurs potentiels pouvant générer des effets thermiques en dehors du site :

- PhD A1 : incendie des magasins C3, C5, R4 et R6 ;
- PhD B1 : incendie du stockage de balles de déchets plastiques ;
- PhD C1 : incendie des stockages de palettes.

Tous ces phénomènes dangereux sont à cinétique rapide.

Les 4 scénarii d'incendie associés au 3 phénomènes susvisés retenus ont fait l'objet de modélisations à l'aide de l'outil FLUMILOG. Les résultats des modélisations et les représentations graphiques des flux thermiques générés par ces scénarii d'accidents montrent que :

Phénomène A1 :

- dans le cas de l'incendie du bâtiment R4, les zones d'effets thermiques irréversibles (3 kW/m²) et létaux (5 kW/m²) sortent des limites de propriété du site, par la façade Nord-Est et impactent les terrains de l'ancienne société BMS ;
- l'incendie du bâtiment C3 génère des effets thermiques irréversibles et létaux qui sortent également des limites de propriété et atteignent à l'Ouest, la propriété de la société GRACE ;
- la modélisation de l'incendie des magasins C5 et R6 n'appelle pas d'observation : les zones d'effets thermiques sont contenues dans les limites de propriété et aucun effet domino n'est observé.

Phénomène B1 :

- en ce qui concerne le scénario d'incendie du stockage de balles de plastiques de la zone déchetterie, les flux thermiques de 8, 5 et 3 kW/m², correspondant aux effets létaux significatifs (dominos), létaux et irréversibles, sortent des limites de propriété à l'Est et atteignent la parcelle de la société PANOL-SOFIMETAL.

Phénomène C1 :

- pour les stockages de palettes, les flux thermiques de 8, 5, 3 kW/m² restent circonscrits à l'intérieur des limites de propriété. Toutefois, en ce qui concerne le stockage de palettes identifié dans l'étude de dangers comme se situant le plus à l'Est et repéré « Palettes 1 », le flux thermique de 8 kW/m², correspondant aux effets domino, est susceptible d'affecter le bâtiment R6 sur une emprise d'environ 8 m.

SEALED AIR s'est engagé à déplacer ce stockage « Palettes 1 » vers le Sud, d'une distance de 10 m, de manière à limiter le risque de propagation au bâtiment R6 par effet domino en cas d'incendie.

Le volume de ce stockage de palettes devra également être réduit afin que l'ensemble des flux thermiques en cas d'incendie soit contenu dans l'enceinte de l'établissement.

L'article 1.5.2.1 du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport prescrit la mise en œuvre, de ces mesures complémentaires de réduction des risques à la source.

IV.3 – Estimation de la gravité et de la probabilité des scénarii à effets hors du site (grille de criticité) :

À l'issue de l'analyse détaillée des risques, les phénomènes dangereux majeurs conduisant à des effets en dehors des limites du site ont été estimés en probabilité et en gravité.

Ces phénomènes dangereux relatifs aux scénarii A1 correspondant à l'incendie des magasins de stockage C3 et R4 ainsi que le scénario B1 relatif à l'incendie du stockage de balles de plastiques en zone déchetterie, sont positionnés dans la grille MMR ou grille de criticité ci-dessous :

		Probabilité (sens croissant de E vers A)				
	Gravité	Possible mais extrêmement peu probable	Très improbable	Improbable	Probable	Courant
Cotation gravité		E	D	C	B	A
5	Désastreux					
4	Catastrophique					
3	Important					
2	Sérieux			A1		
1	Modéré			B1		

D'après la grille de criticité, aucun scénario retenu n'est positionné en zone inacceptable correspondant aux cellules rouges de la grille. Toutefois, des effets létaux sortent des limites de propriété. Des mesures compensatoires et/ou de réduction du risque à la source doivent être mises en place.

IV.5 – Mesures compensatoires :

Suivant les conclusions de son étude de dangers, SEALED AIR a mis en place les mesures de maîtrise de risques suivantes :

- l'aménagement de bassins permettant de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou celles d'extinction d'incendie ;
- la mise en conformité du site en matière de moyens de protection contre la foudre et l'élaboration d'une procédure d'interdiction de dépotage et de purge à l'air libre, en cas d'orage.

Lors de la réunion du 29 septembre 2016, SEALED AIR s'est également engagé, à défaut d'une convention de restriction d'usages avec les propriétaires des terrains voisins impactés par les flux thermiques, à mettre en place :

- un rideau d'eau sur la façade Ouest du site, entre le magasin C3-Émilie et la limite de séparation commune avec l'établissement GRACE ;
- un écran thermique sur la façade Est du site, le long du hangar de stockage de balles de plastiques et la limite de propriété de l'établissement avec la société PANOL-SOFIMETAL.

Elle a complété ses engagements concernant le stockage de balles plastiques par courrier du 14 mars 2018, dans lequel elle s'engage à réorganiser son stockage à l'aide de modélisation par l'outil FLUMILOG des flux qui seraient générés en cas d'incendie. L'objectif étant de circonscrire les flux létaux et irréversibles à l'enceinte de son établissement.

Par ailleurs, les bâtiments de production, de stockage et les locaux de charge sont équipés de système d'extinction automatique (sprinkler), avec report d'alarme au poste de garde (Gestion Technique Centralisée) en cas de déclenchement d'un incendie. La surveillance du renvoi de ces alarmes est assurée 24 h/24 et 7j/7, 365 jours par an.

À ce jour, l'exploitant n'a pas transmis de convention privée de non occupation des terrains voisins impactés par les flux thermiques générés par ses installations.

De ce qui précède, l'inspection des installations classées propose de retenir les mesures suivantes :

- à défaut d'une convention de restriction d'usages avec la société GRACE dans un délai de trois, la mise en place d'un rideau d'eau sur la façade Sud-Ouest du site, entre le magasin C3-Émilie et la limite de séparation commune avec cette même société. L'exploitant s'assure de l'alimentation en eau de cette installation y compris en cas d'absence d'alimentation électrique depuis le réseau de distribution et, dimensionne ses capacités de rétention en conséquence ;
- la réorganisation du stockage de balles de plastiques vis-à-vis de la limite de propriété de l'établissement avec la société PANOL-SOFIMETAL, de façon à permettre de contenir les flux thermiques générés à l'intérieur des limites de propriété de l'établissement. L'exploitant réévalue les flux thermiques de la zone réaménagée et tient la note de calcul, la modélisation par l'outil FLUMILOG et ses commentaires à la disposition de l'inspection des installations classées. Si

nécessaire, l'exploitant met en place, dans un délai de 6 mois, un écran thermique REI 120 entre le stockage des balles de plastiques de la zone déchetterie et la limite de propriété, ou tout dispositif de protection équivalent, de façon à maintenir les effets thermiques létaux et irréversibles dans l'enceinte de son établissement, au cas où un incendie affecterait la zone de déchetterie G2 ;

- la réduction du volume du stockage de « Palettes 1 » puis son déplacement pour permettre de contenir les flux thermiques générés à l'intérieur des limites de propriété de l'établissement. L'exploitant réévalue les flux thermiques du stockage de palettes 1 et tient la note de calcul, la modélisation par l'outil FLUMILOG et ses commentaires à disposition de l'inspection des installations classées.

L'article 1.5.2.1 du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport prescrit la mise en œuvre de ces mesures complémentaires de réduction des risques à la source et de protection.

V – Préconisations en matière de maîtrise de l'urbanisation :

Des zones de protection contre les effets d'un accident majeur sont définies pour des raisons de sécurité autour des installations suivantes :

- les bâtiments C3-Émilie et R4 servant de magasins de stockage de matières plastiques ;
- les silos G9.

En application de l'article 1.5.2 du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport, l'exploitant doit conserver la maîtrise foncière acquise à la date de notification de ce même arrêté, pour les terrains concernés par les périmètres des zones d'effets thermiques de plus de 3 kW/m² déterminées dans son étude de dangers en cas d'incendie des installations susvisées, pour les terrains situés dans les cônes d'ensevelissement des silos de matières plastiques, ainsi que pour les terrains concernés par les distances d'éloignement forfaitaires définies :

- au point 2.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (rubrique 1510 – entrepôt couvert relevant du régime de l'enregistrement), concernant les magasins C3-Émilie, C5, R4 et R6 ;
- à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 (rubrique 2661 – installations de transformation de polymères relevant du régime de l'enregistrement), concernant les bâtiments N4, N5, R1, R2, R3 et R5 ;
- au point 2.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 modifié (rubrique 2662 – stockage de polymères relevant du régime de l'enregistrement), concernant les magasins G2a, G2b, G2 et les plateformes de stockage de granulés de polyéthylène et polypropylène ;
- à l'article 2.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié (rubrique 2910) concernant la chaufferie centrale (bâtiments H1, H2 et H3 ;
- à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 applicable aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) ;
- à l'article 2.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 applicable à l'atelier de charge d'accumulateurs (rubrique 2925) ;
- à l'article 2.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 4 août 2014 applicable aux installations de réfrigération (rubrique 4802-2).

Pour les terrains voisins situés hors de l'enceinte de SEALED AIR et impactés par les flux thermiques de celui-ci, la zone Y reste maintenue dans l'état décrit dans le dossier de mise à jour de l'étude de dangers par la mise en place des mesures qui y sont détaillées et en particulier :

- la signature d'une convention de servitudes avec les propriétaires des terrains impactés établissant des restrictions d'usage correspondantes ;
- l'aménagement des locaux techniques R0 et R10 suivant les dispositions de l'article 7.3.3 du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport ;
- la mise en place des dispositions de l'article 1.5.2.1 du projet d'arrêté préfectoral précité.

VI – Conclusion et propositions de l'inspection des installations classées :

Au vu de l'ensemble des éléments précités, l'inspection des installations classées propose :

- de mettre à jour la situation administrative de l'établissement au regard des évolutions d'activité de l'établissement et de celles de la nomenclature des installations classées ;

- de renforcer les mesures de protection et de maîtrise des risques mises en œuvre par l'exploitant ;
- d'adapter les dispositions relatives aux rejets atmosphériques dorénavant générés par le fonctionnement de l'établissement ;
- d'abroger l'ensemble des dispositions obsolètes des arrêtés préfectoraux existants pour une meilleure lisibilité des exigences auxquelles est soumis l'exploitant, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Le projet d'arrêté préfectoral actualisant les prescriptions applicables à SEALED AIR joint en annexe du présent rapport est rédigé dans ce sens. Conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement, ce projet est soumis aux membres du Conseil départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques auxquels l'inspection des installations classées propose d'émettre un avis favorable.

Il est joint un document d'information pour l'établissement du porter à connaissance risques technologiques, établi en application de la circulaire du 4 mai 2007 relative au porter à connaissance « risques technologiques » et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées.

Ce document devra être notifié au Maire de la commune d'Épernon, avec copie à la DDT pour la réalisation de la dernière partie relative aux préconisations en matière d'urbanisme, afin que le Maire de la commune d'Épernon puisse transcrire ces éléments dans le Plan Local d'Urbanisme de sa commune, et dès maintenant, les mentionner dans les certificats d'urbanismes visant les terrains concernés.

Annexe 1 : Présentation des activités de l'établissement.

Pour exercer ses activités, la société SEALED AIR dispose notamment des installations suivantes :

- 3 plate-formes de silos de stockage de granulés de polyéthylène et polypropylène d'un volume total égal à 2 075 m³ ;
- 6 magasins de stockage de matières premières en mélange, de produits finis et semi-finis en films plastiques et sacs de granulés (bâtiments C3, C5, R4, R6, R7 et R8) d'une capacité totale atteignant 134 000 m³ ;
- 1 local de stockage CB, séparé en 2 parties dont l'une donnant sur la zone CA est utilisée pour le stockage de déchets liquides et/ou dangereux de solvants neufs notamment l'acétate d'éthyle en fûts de 200 litres (sas bâtiment CB) ;
- 1 aire extérieure de stockage de déchets liquides et/ou dangereux notamment des solvants de nettoyage usagés en fûts de 200 litres et de solvants neufs(zone CA) ;
- une dizaine de bâtiments dédiés à la production par procédé d'extrusion (bâtiments G0, G3, L0, N0, N1, N2, N3, N6, R7, R8) ;
- 6 bâtiments dédiés à la production par transformation mécanique(bâtiments N4, N5, R1, R2, R3 et R5) ;
- 1 bâtiment destiné au collage de pièces de renforts sur sacs plastiques (bâtiment R9) ;
- 2 plate-formes extérieures de stockage de palettes en bois ;
- 1 local déchetterie de stockage et conditionnement des rebuts plastiques (bâtiment G2) ;
- 2 hangars ouverts de la zone déchets destinés au stockage des balles plastiques (G2a/G2b) ;

Plusieurs locaux techniques et utilités dont :

- une chaufferie centrale d'une puissance totale égale à 15 MW, abritant 2 chaudières fonctionnant au gaz naturel ;
- une installation maintenant une pression de 10 bar dans le réseau eau incendie ;
- des groupes froid comptant environ 85 équipements de réfrigération contenant une quantité totale de 2350 kg de fluides frigorigènes ;
- des groupes électrogènes, postes de livraison électrique et gaz, des locaux de charge accumulateurs, atelier central, locaux de stockage divers et de nettoyage d'une emprise au sol d'environ 7 850 m² ;
- plusieurs locaux à usages sociaux (pavillon du gardien, vestiaires, sanitaires, restaurant, cuisines, infirmerie) d'une emprise au sol d'environ 1 723 m² ;
- 1 ensemble de bâtiments servant de bureaux et de salles informatiques d'une surface d'environ 3 797 m² ;
- 1 bassin réserve pompier de 1 000 m³ (repère H8) ;
- 1 bassin dédié au confinement des eaux d'extinction d'incendie d'un volume de 1430 m³ situé près de l'entrée principale, rue Saint-Denis ;
- 1 bassin complémentaire de rétention de 910 m³, aménagé devant le magasin C5-Bianca.

Annexe 2 : Liste des arrêtés préfectoraux complémentaires à l'arrêté préfectoral n°175 du 3 février 2000

- Arrêté préfectoral complémentaire du 5 juin 2001 prescrivant une campagne de mesures des rejets atmosphériques provenant de son établissement et l'actualisation de son étude de dangers ;
- Arrêté préfectoral complémentaire du 27 mai 2002 prescrivant à la société SEALED AIR une étude visant à définir les moyens de récupération des eaux d'extinction d'incendie de son établissement d'Épernon ;
- Arrêté préfectoral complémentaire du 25 août 2003 prescrivant à la société SEALED AIR une étude technico-économique relative à l'amélioration de son système de sprinklage et d'un exercice de mise en œuvre de son Plan d'Opération Interne de son établissement d'Épernon ;
- Arrêté préfectoral complémentaire du 12 mars 2004 relatif aux prescriptions applicables aux installations d'échanges thermiques comportant des tours aéroréfrigérantes de l'établissement d'Épernon ;
- Arrêté préfectoral complémentaire du 30 juin 2004 prescrivant à la société SEALED AIR un diagnostic des prélèvements et rejet d'eau de son établissement d'Épernon dans le milieu naturel ;
- Arrêté préfectoral complémentaire du 5 janvier 2009 autorisant la détention et l'utilisation de sources radioactives par la société SEALED AIR sur son établissement d'Épernon ;
- Arrêté préfectoral complémentaire du 25 février 2009 renforçant les prescriptions applicables aux émissions atmosphériques des installations exploitées par la société SEALED AIR sur son établissement d'Épernon ;
- Arrêté préfectoral complémentaire du 30 décembre 2009 concernant des substances dangereuses dans le milieu aquatique en phase de surveillance initiale pour son établissement d'Épernon ;
- Arrêté préfectoral complémentaire du 21 juin 2013 concernant des substances dangereuses dans le milieu aquatique pour la phase pérenne assortie de plans d'actions pour son établissement d'Épernon ;
- Arrêté préfectoral complémentaire du 14 septembre 2015 portant prescriptions applicables aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air de l'établissement d'Épernon ;
- Arrêté préfectoral complémentaire du 14 septembre 2015 portant prescriptions applicables aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air de l'établissement d'Épernon ;
- Arrêté préfectoral complémentaire du 18 juillet 2016 pour limiter les volumes de prélèvement d'eau pour les ICPE concernées par le SAGE Nappe de Beauce dont la société SEALED AIR à Épernon.

Annexe 3 : Détail de l'évolution des activités de l'établissement

Transformation des matières thermoplastiques

L'activité principale du site d'Épernon est la transformation de résines thermoplastiques par divers procédés notamment mécanique et d'extrusion.

La production de films plastiques mettant en œuvre le procédé d'extrusion est visée par la rubrique 2661-1. L'activité d'extrusion Films est localisée dans le bâtiment G3-G0-L0 et pour les lignes les plus récentes, dans le bâtiment R6-R7-R8. Le bâtiment N0-N6-N1-N2-N3 est dédié à l'activité d'extrusion Barrier.

Depuis 2009, une nouvelle ligne d'extrusion (ligne 12) relevant de la rubrique 2661-1 (transformation par extrusion de matières plastiques) de la nomenclature des installations classées a été implantée dans le bâtiment R7, en remplacement d'une ligne délocalisée en Malaisie en 2007. Cette ligne a été déclarée par courrier à la préfecture en Juin 2008.

Le tableau de classement des activités autorisées sur le site d'Épernon joint à l'étude d'impact remise en janvier 2014 par SEALED AIR à la Préfecture fait état :

- d'une augmentation de la quantité de matière traitée, fixé par l'arrêté préfectoral du 5 juin 2009, passant de 204,5 t/j à 210 t/j pour la rubrique 2661.1.a ;
- d'une légère augmentation du volume stocké de matières plastiques, fixé par l'arrêté préfectoral du 5 juin 2009, passant de 2 700 m³ à 2 705 m³ pour la rubrique 2662.2.

Activité d'Impression

Une partie des films fabriqués sur le site d'Épernon était imprimée par procédé d'impression flexographique ou héliogravure mettant en œuvre des encres solvantées ou à base aqueuse.

Par courrier du 10 janvier 2014, la société SEALED AIR a confirmé à l'Inspection des Installations Classées la décision de mise à l'arrêt définitif de l'activité d'impression flexographique et des activités connexes sur le site d'Épernon.

Selon SEALED AIR, l'activité d'impression sur le site est désormais réduite à 1 presse d'impression flexographique utilisant des encres à l'eau et quelques unités d'impression logo en exploitation dans les bâtiments N4-N5 et R9. L'arrêt de l'activité d'impression flexographique a eu un impact significatif sur le classement ICPE puisque la quantité d'encres mise en œuvre sur le site, initialement supérieure à 200 kg/j, est inférieure au seuil de déclaration soit 50 kg/j. Par ailleurs, l'activité d'impression relevant de la rubrique 2450-2 de la nomenclature des installations classées est désormais non classée.

Activité de nettoyage des pièces

En ce qui concerne les activités connexes à l'activité d'impression flexographique, notamment le nettoyage en machine à laver des pièces de presses d'impression, SEALED AIR indique dans son étude de dangers de juin 2015 que le tunnel de lavage destiné à cette opération a été vidangé et nettoyé en janvier 2014. L'activité de nettoyage est désormais non classée au titre de la rubrique 2564 de la nomenclature des installations classées.

D'après l'exploitant, les produits solvantés sont encore utilisés sur le site mais, en quantité limitée et uniquement destinés aux opérations de nettoyage manuel des pièces. Selon SEALED AIR, cette activité devenue obsolète suite au démantèlement du tunnel de lavage, relevait de la rubrique 2564 de la nomenclature des installations classées.

Le site n'exerce donc plus d'activité classable sous la rubrique 2564.

SEALED AIR utilise aussi un four à pyrolyse d'une capacité de 360 litres et fonctionnant sous vide pour le nettoyage par traitement thermique de certaines pièces d'extrudeuses. Cette activité de décapage thermique relevant de la rubrique 2566 est non classée au titre de la réglementation des installations classées compte tenu de la capacité de l'enceinte du four qui est inférieure à 500 l, seuil du régime de la déclaration avec contrôle périodique.

Enduction

L'activité d' « enduction » exploitée sur le site d'Épernon relève de la rubrique 2940-2 de la nomenclature des installations classées. Implantée à l'atelier « TBG » au bâtiment R9, elle consiste en des opérations de collage de pièces plastiques de renfort sur des sacs destinés à l'emballage de viande avec os. Les études d'impact et de dangers remises par SEALED AIR à la préfecture en janvier 2014 et juin 2015 indiquent une quantité traitée de 750 kg/j.

Cette quantité est restée identique et n'a pas connu d'évolution depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté préfectoral du 3 février 2000.

L'exploitant a précisé au cours de la réunion de travail du 29 septembre 2016 que les activités d'enduction mettent en œuvre uniquement une colle à base aqueuse.

Liquides inflammables

Suite à l'arrêt des activités, tel que sus-mentionné, mettant en œuvre des solvants et encres, la quantité de liquides inflammables stockés sur le site a sensiblement baissé. Les installations de stockage de liquides inflammables initialement classées sous régime d'autorisation sont désormais soumises au régime de la déclaration avec contrôle périodique et relèvent de la rubrique 4330 de la nomenclature des installations classées.

Matériels contenant des PCB (polychlorobiphényles)

Le 3 avril 2009, la société SEALED AIR a déclaré à la préfecture la cessation de ses installations visées par la rubrique 1180 suite à l'évacuation ou l'élimination totale sur son site du matériel imprégné de PCB qu'elle détenait.